

**Réponse au discours du budget  
par M. Michael Murphy,  
porte-parole en matière des finances**

**le 1<sup>er</sup> avril 2005**

**Extrait officieux du *Journal des débats* (hansard)**

[Traduction]

Monsieur le président, j'ai le plaisir de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour présenter mon premier discours à titre de porte-parole en matière des finances. J'aimerais remercier ma femme de m'accorder son appui et, plus précisément, d'avoir tenu nos cinq enfants à l'écart pendant que je me consacrais à l'étude de dossiers de synthèse en préparation de mon rôle et de mes observations aujourd'hui. Je veux aussi profiter de l'occasion pour remercier notre parti et notre chef de l'opposition de m'avoir donné la présente occasion. Je m'en voudrais de ne pas remercier les membres du caucus de leur appui et de leurs idées, qui ont contribué à la rédaction de notre réponse au budget.

Je veux aussi féliciter les gens de Nackawic pour leur persévérance et leur solidarité communautaire au cours des derniers mois très pénibles, sachant que les jours difficiles sont maintenant chose du passé.

[Original]

C'est un plaisir de me lever à la Chambre pour jouer le même rôle qu'ont joué Bernard Richard, Raymond Frenette et plusieurs autres personnes de notre parti à une autre époque.

[Traduction]

Je reviens tout juste. J'étais en vacances à l'extérieur du pays avec ma femme, Moira. Je suis revenu un jour à peine avant la reprise des travaux de la Chambre. Tout comme le député de Madawaska-la-Vallée, j'ai dû me rattraper dans la lecture des journaux, ce qui a pris un certain temps. Je dois vous dire que j'ai été consterné de voir que, pendant trois jours, le *Times & Transcript* avait consacré sa première page à un ovni. À ce qu'il semble, une boule de feu a explosé et a laissé une longue traînée lumineuse dans le ciel au-dessus du Nouveau-Brunswick. C'était terrifiant, et j'ai eu mauvaise conscience, car je savais exactement ce qu'était la boule de feu. C'était Peter MacKay, qui avait explosé après le congrès conservateur, avec Belinda et Percy s'agrippant à lui. Je savais depuis le début de quoi il s'agissait. Aucuns Air Miles n'y sont passés.

006

13:50

Aujourd'hui, nous voulons dégager trois aspects en réponse au budget proposé à la Chambre il y a deux jours. En premier lieu, nous voulons parler des faiblesses de notre base financière. En deuxième lieu, quels outils nous faut-il pour corriger les faiblesses de cette base financière? Enfin, en troisième lieu, quel doit être le cadre financier stratégique dans lequel nous devons renforcer notre base et bâtir notre avenir? Cela semble plutôt complexe, mais c'est très simple. Quels sont nos défis? Que nous faut-il pour les relever? Comment cela améliorera-t-il nos vies? Il s'agit de questions qui sont simples mais qui revêtent de l'importance en présence d'un

gouvernement qui manque de vision.

Pour ce qui est du premier aspect, permettez-moi de dire que nos défis sont nombreux et qu'ils ont été négligés. Depuis six ans, les gens du gouvernement actuel fuient devant le changement. Pour eux, une journée parfaite est un jour où rien ne change, sauf le monde qui les entoure. Ils se sont vu offrir une occasion historique cette année, étant donné la plus grande entrée de fonds fédéraux que tout gouvernement provincial ait jamais reçu depuis une génération. Pourtant, là encore, ils n'ont pas été à la hauteur. Ils ont seulement affecté assez de fonds à la santé et à l'éducation pour maintenir un statu quo qui bat de l'aile. Ils n'ont pas tenu compte de moteurs de croissance économique tels que la formation à l'emploi, le capital de risque et l'innovation. Une fois de plus, ils ont échoué à l'épreuve décisive des idées.

Une province qui a besoin de gagner du terrain ne saurait que maintenir le cap. Le gouvernement a reçu l'argent pour innover, mais il a choisi de stagner. Il blâmera peut-être le fédéral ainsi que la bête noire libérale, Frank McKenna, maintenant à Washington. Le premier ministre nous dira peut-être que ses possibilités ont été limitées par le débat de 1917 sur la réciprocité. Nous savons qu'un prétexte sera avancé. Selon le dicton, on n'a vraiment échoué que lorsqu'on commence à blâmer tous les autres autour de soi. Le gouvernement actuel a prouvé le bien-fondé de ce dicton.

Bref, notre base financière n'est pas solide parce que le gouvernement actuel refuse d'utiliser les outils pour profiter des occasions qui se présentent. Le gouvernement actuel n'a pas su promouvoir le développement économique. Nous devons être énergiques. Le gouvernement actuel n'a su créer des emplois assortis de salaires croissants. Il nous faut des emplois et il nous faut des immigrants. Le nord de notre province perd espoir. Nous avons accueilli 594 nouveaux immigrants ou immigrantes en six ans, en vertu du programme du gouvernement. Cela fait 100 par année. Aussi incroyable que cela puisse paraître, le fait a été inclus dans le discours, pour que le ministre des Finances puisse s'en vanter. Notre population est à la veille de connaître une décroissance. Il nous faut des mesures novatrices pour garder les gens du nord du Nouveau-Brunswick chez eux, et il nous faut désespérément des jeunes et des familles qui déménageront là-bas.

Soyons clairs. Nous devons nous occuper du déséquilibre fiscal au pays, en prenant des positions fermes. Nous devons faire en sorte que la capacité liée à de nouveaux programmes soit présente ici, non pas seulement à Ottawa. Nous devons insister pour obtenir les fonds fédéraux en question d'une manière sensée, plutôt que dans le contexte d'une mêlée générale des provinces.

Nous ne sommes pas ici pour blâmer les Conservateurs fédéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir, ni pour défendre les Libéraux fédéraux d'aujourd'hui. Nous sommes ici pour dire qu'il faut faire quelque chose, parce que, bientôt, nous ne disposerons d'aucune souplesse à moins que nous prenions des mesures par l'intermédiaire des relations fédérales-provinciales. En outre, dans cet esprit, nous devons bâtir aussi rapidement que nous le pouvons au moyen des outils dont nous disposons déjà dans notre domaine de compétences. Je vais parler de ces outils dans un instant.

Permettez-moi toutefois d'en dire un peu plus sur la première faiblesse de la base financière : le fédéralisme des belles apparences du premier ministre actuel. À mon avis, les accords de la Saint-Valentin ont tranché dans le vif de la péréquation au pays, qui remonte à 1957. Le jour

même de l'annonce du programme, mon père siégeait au Parlement à titre de député de Moncton et du comté de Westmorland. Tout comme d'autres, il m'a dit aussi récemment que l'autre jour que, à l'époque, les parlementaires croyaient que le programme mettrait le pays sur la voie de l'égalité en matière de services et de richesse dans l'ensemble du pays. Tel a été le cas pendant quelque temps, mais notre pays est maintenant sorti de cette voie.

007

13:55

Ce qui nous préoccupe, ce n'est pas que Brian Mulroney ait commencé à négocier la cession des réserves pétrolières et gazières fédérales aux provinces. Ce n'est pas que le premier ministre fédéral actuel ait négocié de tels accords. Ce qui nous préoccupe, c'est que les solutions aux inégalités régionales dans le pays semblent maintenant être axées sur les personnalités. Qu'il s'agisse de Danny Williams, de Frank McKenna, de Claudette Bradshaw ou de Jean Charest, les solutions aux inégalités régionales ne doivent jamais être axées sur les personnalités ou les circonstances. Elles doivent être axées sur des principes. Autrement, nous aboutirons, au mieux, à un fédéralisme unilatéral et, au pire, à un fédéralisme à la sauce Déroule le rebord pour gagner. Les provinces qui ont des premiers ministres faibles et indécis se retrouveront avec des tasses vides. Il s'ensuit que nous avons de gros problèmes ici, en ce moment même.

[Original]

Qu'a fait le premier ministre de notre province pendant l'évolution de ces accords? Il est resté muet. Notre premier ministre a eu la chance, à maintes reprises, de dire : Non, il ne faut surtout pas faire cela, car ça diminue ce que nous avons bâti comme pays, et la dégringolade du Programme de péréquation pour assurer des services égaux partout au pays va commencer. En effet, le silence de notre premier ministre était un appui tacite à M. Williams.

Par opportunisme politique, le premier ministre a plutôt mis en balance ses intérêts politiques pour la direction d'un parti fédéral qui ne croit pas dans la péréquation contre le désir d'avoir l'argent à court terme ici, dans la province. Il s'agit d'un développement qui va, à long terme, causer des dommages et pencher en faveur des provinces riches. Les dommages qu'ont faits M. Williams et notre premier ministre pourraient se faire sentir à long terme sur la fédération.

[Traduction]

Que se produit-il d'autre à cause du silence du premier ministre? D'abord, nous ne savons pas ce que nous obtiendrons en paiements de transfert après deux années de péréquation. La question n'est plus de savoir ce que le gouvernement fédéral doit transférer selon une formule, mais plutôt de savoir combien nous recevrons de la part que le fédéral, lui, décidera de fournir aux provinces. Étant donné la décroissance démographique et le leadership faible et indécis du gouvernement progressiste-conservateur actuel, nous pourrions dans un proche avenir nous retrouver au bord d'un abîme financier.

Il se peut que la nouvelle démarche en matière de péréquation ait secoué le principe de la péréquation, mais le gouvernement actuel et le premier ministre actuel ont eu une seconde chance. La chance leur a été accordée d'intervenir au moment opportun, d'intervenir et d'insister sur une péréquation axée sur des principes pour tous les gens du Canada. Que s'est-il passé? Pas un mot n'a été prononcé. Les accords de la Saint-Valentin ont frappé au coeur la péréquation en

vigueur depuis 50 ans. Qu'a fait notre premier ministre? Rien. Il a regardé, les bras croisés, deux provinces obtenir un énorme avantage économique sur nous, dans notre propre arrière-cour.

Nous croyons que le premier ministre actuel nous a sacrifiés. Par opportunisme politique, le premier ministre actuel a sacrifié le principe fondamental de services égaux prévu dans la Constitution, le tout pour 30 pièces d'argent en faveurs politiques à venir de la prochaine direction du Parti conservateur fédéral. Même Elsie Wayne s'est prononcée et a dit que le Parti conservateur avait tourné le dos aux Maritimes, qui ont aidé à bâtir le pays.

Il y a des faiblesses plus récentes qui ont été causées uniquement par les gens de l'autre côté de la Chambre. En voici quelques-unes. Nous avons la possibilité de maintenir les tarifs d'électricité très bas au Nouveau-Brunswick, les plus bas dans l'Est canadien, sinon de ce côté-ci du continent. Récemment, David Hay, le président d'Énergie NB, a dit que le déficit d'exploitation s'élèverait à 70 millions de dollars. Il a réduit les coûts et il préconise de majorer de 10 % les tarifs. Une dame de ma circonscription, M<sup>me</sup> LeBlanc, m'a téléphoné pour me dire qu'elle devra maintenant demander à ses enfants adultes de l'aider à payer sa facture d'électricité. Tout cela est le résultat d'arrogance et de timidité.

On devait économiser 100 millions de dollars par année grâce à l'utilisation de l'Orimulsion comme combustible. Nous avons perdu cela. Nous avons remis à neuf Coleson Cove au coût de 744 millions de dollars, huit ans avant la fin de sa durée de vie. Entièrement à cause de la mauvaise gestion du gouvernement actuel, nous aurons fait perdre aux gens du Nouveau-Brunswick des économies se chiffrant à près de 2 milliards de dollars. Il s'agit de l'un des plus grands fiascos financiers de l'histoire du Canada.

008

14:00

Que fait le premier ministre? Dans le journal d'aujourd'hui, il dit : Nous nous réservons le droit de dire que nous ne consentirons pas à la rétroactivité. Le problème, c'est que le Cabinet a été saisi de la demande d'Énergie NB. Le premier ministre y a acquiescé. Au fond, le premier ministre dit aujourd'hui aux gens du Nouveau-Brunswick : Ne vous en faites pas ; je pourrais ne pas me permettre d'agir de la sorte.

Voici un autre fait. Lorsque le gouvernement a aboli les péages sur la route, il a assumé la dette, et il doit maintenant en payer les intérêts. En outre, il a versé à MRDC jusqu'à 165 millions de dollars en péages indirects. Le ministre des Finances a dit ce matin qu'on doit payer les services qu'on utilise. Ensuite, les gars d'en face, au lieu de déclarer ce qu'ils feront, demandent : Allez-vous réimposer les péages sur la route? Non, mais nous ferons prendre la route au gouvernement actuel et au premier ministre actuel.

Il s'agit de 165 millions de dollars. Pas mal. Il s'agit d'argent qui provient du Fonds consolidé. Il s'agit d'argent pris dans nos poches, dans la province. Combien de médecins aurions-nous pu amener au Nouveau-Brunswick? Combien de laboratoires de cathétérisme aurions-nous pu installer partout dans la province au moyen d'une telle somme? Combien de projets de développement économique aurions-nous pu financer? Nous ne pouvons pas changer le manque de jugement constaté dans le passé, mais, en tant que gouvernement libéral, nous ferons en sorte

qu'une chose du genre ne se reproduise jamais plus.

Une autre faiblesse de notre base financière est la décroissance démographique que nous connaissons bientôt. Les fonds au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux continueront de diminuer si notre population n'augmente pas, tandis que celle du reste du pays augmente. Tout le monde voit venir la situation depuis des années, mais, pendant que notre avenir se compromettait, le gouvernement actuel n'a pas même pas levé le petit doigt. En 2003-2004, il n'y a eu que 118 demandes d'immigration possible au titre du Programme des candidats. À l'heure actuelle, 251 nouveaux dossiers sont ouverts, ce qui signifie 723 immigrantes ou immigrants potentiels. C'est bien peu. Entre-temps, le Manitoba attire 7 000 immigrants ou immigrantes par année. Où est notre ministre responsable de l'immigration? Pourquoi notre secrétariat dans le domaine ne relève-t-il pas du ministère de la Formation et du Développement de l'emploi, plutôt que d'Entreprises Nouveau-Brunswick? Les gens ne sont pas des entreprises ; ils sont notre avenir.

Voici une autre faiblesse de la base. En 2003-2004, les recettes fiscales de la province tirées de factures d'assurance se sont élevées à 6 millions de dollars de plus qu'en 2002-2003. Les gens se souviendront probablement de ceci. L'année prochaine, le gouvernement prévoit prélever auprès des gens du Nouveau-Brunswick 38,5 millions en recettes fiscales provenant de l'assurance. Il s'agit de 2 millions de plus. Pourquoi? C'est parce que le gouvernement actuel a permis aux multinationales de s'attaquer financièrement à nos familles, à nos jeunes et à nos personnes âgées dans l'ensemble de la province.

Les gens d'en face ont protégé leurs amis dans l'industrie des assurances. Ils ont avalé la propagande de l'industrie des assurances. Ils ont avalé les balivernes mises de l'avant. Je parie que les gens d'en face achètent encore des albums de Milli Vanilli.

[Original]

Nous avons vu les primes d'assurance diminuer légèrement, depuis un an. Chaque fois que les profits des compagnies d'assurance sont annoncés, le gouvernement annonce que les réformes vont bon train, mais ces réformes sont un échec.

Est-ce logique pour un gars de 22 ou 23 ans qui achète une auto de 4 000 \$ que son assurance soit de 5 000 \$? Nous, le Parti libéral, avons la solution : nous mettrons en place une assurance publique aussitôt que nous serons élus. De cette façon, les primes d'assurance de 400, de 500 ou de 600 millions de dollars seront réinvesties dans une corporation d'assurance publique ici, au Nouveau-Brunswick. L'argent circulera de nouveau dans notre province au lieu d'être envoyé à New York, à Toronto ou à Zurich. Nous aurons la flexibilité d'utiliser les profits pour les régions de la province qui en ont besoin, comme le Nord.

[Traduction]

009

14:05

Une dernière observation quant aux faiblesses de notre base financière : rien n'a été fait pour le nord du Nouveau-Brunswick. De nombreuses familles sont obligées de quitter leur domicile et de déménager vers d'autres régions du pays ou de la province. Nous commençons à croire que le

gouvernement actuel s'inspire des idées de l'économiste Andrew Sharpe, qui a dit récemment qu'il fallait encourager les gens qui dépendent d'emplois saisonniers à déménager de la région où ils habitent.

La réaction du gouvernement à la crise dans le Nord, c'est moins de soins de santé, moins d'hôpitaux, moins de médecins et moins de chances dans la vie. Voici le message que le gouvernement Lord transmet au Nord : pas d'emplois, pas de population, pas de services — bref, pas d'espoir. Le Parti libéral du Nouveau-Brunswick n'abandonnera jamais le Nord, jamais.

[Original]

Nous continuerons à perdre la base de population du Nord, si nous n'utilisons pas les outils disponibles dans le régime fiscal du gouvernement. Malheureusement, la majorité des jeunes partent du Nord, sortent de leur région, pour se trouver un emploi. Oui, même le jeune Joel Bernard a dû partir pour se trouver un emploi.

[Traduction]

Quelles sont certaines des réponses? Cela m'amène au deuxième aspect de nos observations d'aujourd'hui. De quels outils disposons-nous pour renforcer notre base financière? De quels outils disposons-nous en ce moment même? Permettez-moi de dire ceci. Le gouvernement actuel ne sait pas comment faire de l'argent. Nous vous dirons comment le faire, et les gens d'en face peuvent voler autant d'idées qu'ils le veulent, comme ils l'ont fait dans le discours du trône. Il est temps de mettre à profit chacune des compétences qui sont de notre ressort. Voici quelques-unes des valeurs auxquelles le parti adhère.

Tout d'abord, nous devons attirer plus de gens dans des régions de la province. Nous sommes d'avis qu'il est temps d'étudier la faisabilité d'instaurer une déductibilité de l'intérêt hypothécaire dans notre régime fiscal provincial. Un tel outil pourrait cibler les accédants à la propriété qui sont admissibles aux programmes de la SCHL, afin de les attirer dans les régions de la province où nous voulons amener des gens. Si une hypothèque moyenne est de 60 000 \$, par exemple, et que nous encourageons 1 000, 2 000 ou 3 000 personnes à venir dans les régions à décroissance démographique dans la province, le coût pourrait s'élever à aussi peu que 7 millions de dollars sur quatre ans, mais les avantages économiques qui en découleraient dépasseraient de beaucoup les pertes.

Plus nous pourrions attirer de gens dans la province, plus nous pourrions stimuler l'économie et obtenir de meilleurs soins de santé et de meilleures possibilités en matière d'éducation. Les retombées économiques feront plus que contrebalancer les pertes en recettes provinciales, et nous le prouverons par une analyse coût-avantage. Dans le cas des régions les plus touchées, comme notre région du Nord, un tel outil, et bien d'autres que le parti mettra de l'avant, peut être énormément bénéfique. Figurez-vous : de nouveaux logements, de nouvelles familles, de nouveaux emplois, de nouveaux espoirs, de nouvelles vies — une nouvelle période pour le nord du Nouveau-Brunswick.

Un autre outil a trait à l'immigration. Nous proposons la création d'un poste de ministre responsable de l'immigration. Cela aidera autant le Nord que le Sud. Nous estimons que le ministre des Affaires intergouvernementales peut utiliser une partie de ses 5 ou 6 millions de

milles Aéroplan pour se rendre à Ottawa et exiger une présence officielle, en tant que province du Canada atlantique, dans les ambassades du monde entier.

Mon ancien associé en exercice du droit vient de l'Égypte. Il m'a dit que, lorsqu'il était à Alexandrie, en Égypte, dans la salle d'attente de l'ambassade, il avait regardé des vidéos portant sur ce magnifique pays appelé le Canada. Ce n'est qu'après son arrivée ici un an plus tard et après un séjour ici pendant un certain temps qu'il s'est rendu compte que les vidéos portaient tous sur l'Ontario et le Québec. Il nous faut plus que cela. Nous devons aussi aider les immigrants et immigrantes à surmonter les obstacles en matière d'agrément professionnel.

À titre d'autre outil, nous proposons d'utiliser notre régime fiscal provincial afin d'aider les gens à payer les fournitures médicales et les déplacements effectués pour des raisons médicales. Bien des gens du Nouveau-Brunswick supportent le fardeau d'avoir à payer des frais pour des soins de santé, et nous sommes prêts à aider les personnes les plus touchées. Le programme en question servirait de complément et d'appoint à l'allègement fiscal fédéral, jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé.

010

14:10

D'autres outils sont à notre disposition. Nous proposons de fixer des buts à court terme dans les ministères. Par exemple, pour le tourisme, nous devons fixer des cibles qui indiqueront que les revenus passeront de 1 à 2, puis à 3 milliards de dollars sur 4, 8 et 10 ans. Cela rapportera 164 millions de dollars de plus en recettes fiscales directes, qui contribueront à la prestation de meilleurs services. Indirectement, les nouvelles recettes fiscales pour la création d'emplois transmettront un message : ça bouge, au Nouveau-Brunswick.

Le tourisme a stagné inutilement au cours des dernières années, mais notre porte-parole en matière du tourisme peut expliquer qu'il s'agit d'un des outils financiers et économiques les plus puissants dont nous disposons. Le tourisme génère actuellement 82 millions de dollars en taxe et impôt sur 1,1 milliard de dollars de revenu. Il nous faut des cibles annuelles, afin qu'il y ait 20 millions de plus à investir dans le tourisme après la première année, 40 millions après la deuxième année et ainsi de suite. Que fait le gouvernement actuel au moyen d'un outil économique aussi puissant? Rien. Le gouvernement ajoute quelques milliers de dollars au budget, ce qui permettra à la ministre du Tourisme et à son ami de Grand Bay-Westfield de continuer à jouer aux dames là-bas.

La reddition de comptes est un autre outil qui se révélera puissant. Nous proposons que le gouvernement ait l'obligation d'évaluer les programmes selon des cibles claires et précises. Comme pour Tourisme, tous les ministères doivent procéder ainsi. Récemment, le gouvernement actuel a découvert que, dans les foyers de soins, il perdait 1,4 million de dollars par année au chapitre de lits qui étaient inutilisés et qui auraient pu être transférés à une région sous-dotée. Le montant s'élève à 5,6 millions depuis 2002, quelque chose que le gouvernement vient de découvrir. Cela semble-t-il une évaluation continue?

Chaque décision gouvernementale n'est pas forcément d'ordre financier dans le contexte de la responsabilité financière. Ce que je veux dire, c'est que nous devons faire de la province un

endroit formidable où vivre. Nous sommes d'avis qu'il faut une classe de personnes créatives qui proviennent de toutes les couches socioéconomiques et qui font du Nouveau-Brunswick le coin le plus formidable dans le pays le plus formidable du monde. C'est en attirant et en maintenant en place des gens créatifs que cela se produira. Nous voulons investir dans les divertissements, les parcs, les centres de congrès et les aménagements riverains, pour n'en nommer que quelques-uns. Il faut qu'il se passe toujours quelque chose. Il nous faut de l'énergie, un engagement et la capacité de prendre des décisions, tout ce qui manque depuis 1999.

Le point que nous voulons faire valoir est le suivant : chaque outil à notre disposition doit être mis à profit. Nous croyons que nous pouvons créer dans la province rien de moins qu'une révolution économique et que, au cours des 20 prochaines années, nous créerons plus de revenu par habitant que dans toute autre province de la confédération. De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que nos orientations stratégiques transformeront la province, qui, au cours de la prochaine génération, passera de province démunie à province nantie. Nous créerons le programme d'action économique le plus dynamique de l'histoire du Canada. Nous nourrirons les attentes au lieu de les diluer. Nous éveillerons l'espoir au lieu de le détruire. Nous prendrons des décisions au lieu de cafouiller. Nous proclamerons bien haut l'ambition de nos gens au lieu de dissimuler la peur en blâmant les autres. Nous ne blâmerons pas le passé et nous ne maintiendrons pas le statu quo. Nous, le Parti libéral sous la direction de Shawn Graham à titre de premier ministre, nous bâtirons l'avenir de la province.

Nous proposons que, en tant que gouvernement, nous soyons obligés de rendre compte. Nous voulons être poussés. Nous voulons la transparence financière et nous prendrons des mesures pour l'édicter — une vraie transparence. La *Loi sur la responsabilité financière* que le gouvernement actuel entend proposer sera très probablement aussi vide que les promesses que celui-ci a faites de prendre moins d'argent dans nos poches sous forme de taxes, d'impôts et de droits.

Il y a tant de domaines où le gouvernement actuel a échoué, dont notre milieu rural n'est pas des moindres. Par exemple, il y a 50 ans, le Nouveau-Brunswick comptait 26 000 exploitations agricoles. Nous en avons maintenant 5 000. Les personnes qui ont travaillé toute leur vie sur une exploitation agricole veulent la transmettre à leurs enfants. Elles veulent faire du travail manuel. Elles veulent cultiver les terres. Elles veulent cultiver les terres de leurs parents et de leurs grands-parents. Voyez-vous, l'agriculture n'a jamais été tout simplement une entreprise au Nouveau-Brunswick ; c'est un mode de vie.

011

14:15

Nous devons aux agriculteurs et agricultrices du Nouveau-Brunswick de leur fournir un soutien. Nous croyons que le gouvernement actuel aurait dû appuyer toute mesure concevable contre les États-Unis pour les obliger à ouvrir leurs frontières. Qu'il passe par la bête noire — l'ambassadeur McKenna — ou par Ottawa, le gouvernement provincial doit aux agriculteurs et agricultrices du Nouveau-Brunswick de défendre le dossier, dès maintenant.

En fait, le Nouveau-Brunswick dépend du commerce international plus que toute autre province canadienne. Toutefois, nous avons besoin d'un capitaine. Vous souvenez-vous de Brian Tobin



devant les Nations Unies? Malheureusement, le dilemme en entier s'est transformé en une question de sauver le soldat Lord. Nous avons besoin d'un lutteur, d'un bagarreur. Nous avons besoin de leadership. Quelqu'un a-t-il vu le premier ministre Lord à Washington, en train de défendre les agriculteurs et agricultrices?

J'ai mentionné, il y a quelques instants, que chaque décision n'est pas forcément d'ordre financier dans le contexte de la responsabilité financière. Nous devons faire en sorte que le Nouveau-Brunswick soit connu comme un endroit empreint de compassion. Voilà pourquoi nous avons été tellement consternés d'entendre le premier ministre dire que les gens du Nouveau-Brunswick ont les moyens de payer la récente hausse d'Énergie NB.

Voyez-vous, les personnes âgées, les familles et les travailleurs se servent de leur salaire net pour payer les factures d'Énergie NB. Nous proposons que les personnes à faible revenu, les personnes âgées à revenu fixe et les bénéficiaires d'aide sociale aient accès à un genre d'allégement fiscal de leur impôt provincial. Pourquoi? Parce que le gouvernement actuel perçoit entre 5 et 10 millions de dollars de plus en recettes au titre de la TVH grâce aux majorations des tarifs d'électricité. Or, tout cela est le résultat de sa mauvaise gestion.

Le ministre des Finances dit que de tels chiffres semblent stupides. Il dit que la TVH ne rapportera pas plus, parce que les gens en question dépenseront moins pour d'autres choses. S'il y a des gens qui devront moins dépenser pour d'autres choses, ce seront nos personnes âgées à revenu fixe, les gagne-petit ou les bénéficiaires d'aide au revenu. Pour quel genre de choses les gens dépenseront-ils moins? La nourriture? Les vêtements? Les fournitures scolaires? Le gouvernement actuel, au lieu de se faire un défenseur fort, nous parle de son fameux plan de prospérité. Permettez-moi de vous dire une chose : dans la province, lorsque les personnes âgées ont peur de monter le thermostat chez elles, il n'y a pas de prospérité.

Justement, le plan de prospérité prévoyait l'atteinte d'une croissance annuelle de 3 % du PIB. Le gouvernement n'a pas atteint une telle cible une seule fois. Il y a quelques semaines, le Conference Board du Canada a dit que l'économie du Nouveau-Brunswick enregistrera en 2006 le taux de croissance provinciale le plus lent, soit 2 %. Le plan de prospérité n'a manifestement rien à voir avec le rendement. Il s'agit de propagande. Le plan manque de substance, mais il est riche en rhétorique. Notre plan libéral s'appuiera sur une seule chose : notre confiance profonde et durable dans les gens du Nouveau-Brunswick, notre conviction selon laquelle ils méritent les meilleurs soins de santé, la meilleure économie et le meilleur gouvernement.

Je veux parler d'une question très grave. Je veux parler d'une raison pour laquelle, précisément, il nous faut beaucoup plus de recettes dans la province. Une bonne raison est que nous devons réduire l'usage des appareils de loterie vidéo dans les établissements titulaires d'une licence. Le degré d'utilisation des appareils de loterie vidéo dans la province est devenu nocif. Qu'il s'agisse d'interdire l'usage des appareils à certaines heures du jour ou le dimanche ou bien de réduire le nombre d'appareils ou encore de combiner tous ces éléments, le fait est que nous ne pouvons plus demeurer passifs devant la détresse de certains de nos voisins et amis. Nous devons ramener dans les limites du raisonnable l'usage des appareils de loterie vidéo dans la province. Nous devons dire à Tim Smith qu'il avait raison. Nous devons aux personnes qui ont perdu leur vie, tant au sens figuré qu'au sens propre, de prendre une telle initiative.

Le ministre des Finances a maintenant un excédent. Il dispose d'une marge de manoeuvre, jusqu'à ce qu'il puisse remplacer une partie du revenu qui serait ainsi perdu. Que fera-t-il? Il y a de la détresse, et nous devons savoir ce que le ministre fera.

Quant au budget dans son ensemble, le Atlantic Institute for Market Studies a récemment indiqué que le budget provincial devrait être jugé selon son utilité comme outil de stimulation de la croissance économique. Je suis tout à fait d'accord. Cependant, comment le jeu des gobelets qu'est le budget dont nous sommes saisis pourrait-il être considéré comme un outil?

012

14:20

Il est bien connu que le gouvernement actuel joue avec les finances publiques. Le vérificateur général a dû rappeler au ministre des Finances ce qu'est un déficit, et nous sommes là pour rappeler au ministre que, sans les recettes inattendues qu'il a reçues du gouvernement fédéral, nous aurions enregistré un déficit pour la troisième année de suite. Nous aurions été dans le trou, à raison de 136 millions de dollars.

J'examine les caisses de retraite que nous avons sous gestion dans la province. Les fonds totalisent 6,1 milliards de dollars et sont tous soigneusement investis dans des actions à New York et à Toronto. Comment pouvons-nous dire aux gens d'avoir confiance en nous et d'investir dans notre province si nous n'investissons pas nous-mêmes dans notre province? Nous devons faciliter l'accès à une petite portion de certaines des caisses de retraite pour l'investir dans des entreprises et des projets au Nouveau-Brunswick. Cela peut se faire maintenant, par le truchement de la Société de gestion des placements de la Couronne, mais ce n'est pas efficace. Voici une question qui se pose justement à cet égard. Nous devons demander au gouvernement actuel pourquoi le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario peut investir dans le nouveau projet routier, tandis que nos propres caisses de retraite ne le peuvent pas.

Nous devons favoriser l'investissement dans les microentreprises et les produits de recherche à valeur ajoutée. Nous devons créer des liens entre la recherche universitaire et les investisseurs du secteur privé, afin de permettre à tous les gens du Nouveau-Brunswick de bénéficier de la recherche universitaire. Bref, nous proposons la création d'Avantage Nouveau-Brunswick, un organisme chargé de fournir des capitaux à partir du petit pourcentage des caisses de pension disponible actuellement aux emprunteurs admissibles. Le nouvel organisme, avec sa nouvelle culture, sera un autre signe que, sous la direction d'un gouvernement libéral, le Nouveau-Brunswick prend les affaires au sérieux.

J'ai mentionné les universités. Nous proposons l'élaboration de lignes directrices visant l'agrément des universités qui désirent émettre des obligations. Cela permettra aux universités de rebâtir leur infrastructure, ce qui attirera plus d'étudiants et étudiantes de l'extérieur de la province, qui constitueront les familles futures du Nouveau-Brunswick. Nous proposons en outre l'abolition de la règle de contribution parentale. Les deux idées, les deux outils, ont déjà été données au gouvernement actuel par le député de Fredericton-Fort Nashwaak. Il est temps de profiter de ces outils et de se mettre au travail.

Le ministre des Finances se lèvera d'un bond et dira que nous avons déjà augmenté de 24 % le financement des universités depuis 1999. Il ne dit pas que les frais de scolarité ont augmenté de 40 % depuis 1999. Il ne mentionne pas que Danny Williams, fort des 6,2 milliards de dollars que le premier ministre lui a en partie permis d'obtenir, gèle les frais de scolarité à Terre-Neuve. Il ne mentionne pas cela. En matière d'éducation, le gouvernement parle d'un investissement record, mais, en dollars réels, selon l'Institut C.D. Howe, le Nouveau-Brunswick, au cours des dernières années, a été l'une des deux seules provinces au pays à avoir réduit les dépenses en éducation.

Qu'avons-nous obtenu du gouvernement actuel? Qu'avons-nous obtenu en fait d'outils de croissance? Nous avons obtenu des impôts furtifs, à savoir des impôts fonciers plus élevés par suite d'évaluations plus élevées. Nous avons obtenu des tarifs d'électricité plus élevés. Nous avons obtenu une flambée des tarifs d'assurance. Nous avons obtenu d'autres fiascos financiers. Nous avons obtenu des soins de santé réduits et une confiance réduite en nos gens. C'est une honte.

Le ministre des Finances se lèvera d'un bond et invoquera le fait que les gens d'en face ont réduit l'impôt sur le revenu des particuliers et qu'ils sont des gestionnaires financiers formidables. Eh bien, jugez-en par vous-mêmes. En 1999, nos propres taxes, impôts et droits ont procuré au gouvernement 2,3 milliards de dollars. En 2005-2006, le montant sera de 3,45 milliards. Qu'est-ce que cela signifie? Les gens d'en face ont augmenté les taxes, les impôts et les droits. Au cours des dernières six années, ils ont pris de l'argent dans les poches de la population du Nouveau-Brunswick, en augmentant de 50 % les taxes et impôts. C'est toujours davantage. Davantage en taxes sur l'essence, davantage pour les permis de pêche, toujours davantage. Les gens d'en face sont comme des enfants. On donne de l'argent aux enfants, ils reviennent, et on leur demande : Qu'avez-vous fait de l'argent que je vous ai donné la semaine dernière? Ils baissent alors la tête. Pas de réponse.

Le gouvernement actuel est synonyme de taxes, d'impôts et de gaspillage. Que résulte-t-il d'une partie de ce gaspillage? Le gouvernement accorde 50 ¢ par jour aux bénéficiaires d'aide sociale. Deux mères sur le bien-être peuvent alors se rendre chez Tim Horton et partager un café. Voilà.

013

14:25

Voici une dernière observation quant aux possibilités ratées et aux outils inutilisés. Notre industrie forestière est la plus importante industrie de la province. Quelqu'un a-t-il vu le gouvernement prendre des mesures importantes dans le budget? Il n'y avait rien. Le gouvernement a réduit le budget de la sylviculture l'année dernière et il a maintenu le statu quo à cet égard. Nous nous attendions à de l'aide pour les propriétaires de terrains boisés privés dans la province, sur lesquels repose notre industrie. Il n'y avait rien.

Le troisième et dernier aspect de mes observations aujourd'hui a trait au cadre financier stratégique dans lequel nous devons travailler afin de réaliser les buts que nous avons exposés en tant que parti et qui ont trait autant au fonctionnement interne du gouvernement qu'aux rapports de celui-ci avec le reste du pays et avec le gouvernement fédéral.

Tout d'abord, nous devons éliminer le gaspillage au sein du gouvernement. Nous avons en tout temps dans la province de 200 à 250 personnes âgées qui occupent des lits d'hôpitaux après avoir reçu leur congé, parce qu'elles attendent d'être placées dans des foyers de soins. C'est ce que le président de la Société médicale du Nouveau-Brunswick a dit hier. Cela correspond à 15 à 25 millions de dollars jetés par la fenêtre chaque année. S'agit-il d'un bon investissement, ou s'agit-il plutôt de gaspillage?

Un gouvernement efficace doit élaborer des budgets axés sur les résultats et établir des buts mesurables. Le ministère des Finances devrait publier tous les six mois des rapports sur le succès de programmes gouvernementaux. En outre, le ministre des Finances devrait présenter une mise à jour financière exacte tous les six mois. Un gouvernement libéral en présentera une tous les trois mois.

[Original]

Continuons sur ce point. Les régies régionales de la santé donnent tous les 30 jours leur bilan financier au gouvernement. Toutefois, notre gouvernement ne peut même pas nous donner publiquement ses états financiers tous les six mois. Est-ce que cela est sensé? Les régies régionales peuvent le faire, mais le gouvernement ne le peut pas.

On va maintenant passer aux relations interprovinciales et fédérales. Dans le cadre de ces relations, il est bien évident que les provinces de l'Atlantique n'ont jamais eu, dans la fédération, les possibilités prévues en 1867. Par exemple, dans les années 90, pour chaque dollar obtenu du fédéral pour la recherche et le développement au Nouveau-Brunswick, 46 \$ étaient dépensés en Ontario. Depuis plusieurs années, nous accueillons au Nouveau-Brunswick seulement 0,3 % de tous les immigrants du Canada, malgré le fait que nous représentions 3 % de la population canadienne. Durant les années 90, la population du Canada a augmenté de 14 %, alors que celle du Nouveau-Brunswick a augmenté de 3 % seulement. Cela nous touche à long terme dans les transferts fédéraux. Sans immigration, la situation se détériorera encore plus.

[Traduction]

J'ai quelques autres observations sur les relations fédérales-provinciales et interprovinciales. Vous savez, le gouvernement fédéral peut injecter 500 millions de dollars dans l'industrie aérospatiale au Québec, et c'est fantastique. Il peut renflouer Bombardier, et c'est simplement merveilleux. Il peut établir le Pacte de l'automobile pour l'Ontario, et tout le monde applaudit. Toutefois, lorsque nous obtenons un financement unique de 700 millions de dollars pour les quatre provinces de l'Atlantique, il s'agit de charité, selon les gens au niveau fédéral, selon les cousins fédéraux du premier ministre actuel. Nous admettons que ce n'est là rien de nouveau pour les Conservateurs fédéraux ni les Libéraux fédéraux. L'attitude s'est perpétuée au fil des décennies et elle a eu une grande incidence sur nos finances.

En 1890, les Maritimes possédaient 24 % de l'assise manufacturière et 18 % de la population du Canada. En 1939, nous étions à 5 % sur les deux plans. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, 36 corporations de la Couronne ont été créées, et aucune d'elles n'était basée dans les provinces Maritimes. Ces mêmes corporations de la Couronne sont devenues plus tard l'assise manufacturière du Canada central. Au moment où le pays a été fondé, nous n'étions jamais censés être les cousins pauvres de quiconque. Le Parti libéral du Nouveau-Brunswick verra à ce

que nous ne soyons jamais plus les cousins pauvres de quelqu'un.

Nous vivons indéniablement dans le meilleur pays au monde, et je crois que nous vivons dans le meilleur coin, qui possède le plus grand potentiel. Toutefois, la confédération, selon la structure fédérale actuelle, n'a pas été le grand facteur égalisateur. Nous en constatons maintenant les répercussions financières, et la situation ne fera que s'aggraver.

014

14:30

Le gouvernement actuel et le premier ministre actuel peuvent songer à lancer une campagne du style « moi aussi » en vue de conserver les recettes provenant de l'exploitation minière et forestière. Toutefois, nous savons que le premier ministre actuel n'est pas un Danny Williams. Il ne réussira pas.

Voyez-vous, le premier ministre actuel est très circonspect et il choisit prudemment ses mots, car il a d'autres choses en tête. Quand qu'il tourne son regard vers Ottawa tout en tournant le dos au Nouveau-Brunswick et qu'il transmet des éloges feints à propos de Stephen Harper, il a une chose en tête. Il sait que la prochaine étape pour lui est d'être chef de l'opposition. Nous allons l'aider. Nous allons faire de lui le chef de l'opposition, ici même au Nouveau-Brunswick.

Si le premier ministre veut reprendre vie et ne veut pas battre en retraite de la bataille, comme il le fait maintenant, nous sommes d'avis que le premier ministre actuel doit appuyer une initiative visant à créer une institution ou un organisme qui considère enfin le pays comme un ensemble et non comme la somme de ses parties. Il nous faut un fédéralisme équilibré si nous voulons instaurer la certitude financière, l'équité à l'égard des régions et, en fin de compte, la souplesse qui permettra de lancer de nouveaux programmes. L'initiative ne demandera rien de moins qu'un leadership intellectuel, ce qui serait nouveau de l'autre côté.

En conclusion, le budget déposé par le gouvernement actuel ne met aucunement à profit les outils que nous avons à notre disposition. Il ne suscite aucunement l'espoir. Il sème le doute, le doute que notre province sera une province nantie d'ici la prochaine génération. En fin de compte, on ne peut même pas noyer son chagrin dans une bière, puisque le gouvernement a augmenté de 50 ¢ le prix d'une caisse.

En une période où il est prévu que nous aurons le plus faible taux de croissance économique du Canada, nous n'avons pas besoin d'un budget qu'une manchette pourrait qualifier d'immobilisme chez les Conservateurs. Un gouvernement qui se contente de venir au 10<sup>e</sup> rang de 10 provinces ne peut relever les défis à venir. Dans le temps où je montais dans les courses de chevaux, on appelait cela « monter à l'envers ». Dans nos vies, nous revenons tous à nos propres expériences pour trouver des analogies ou faire des descriptions. Permettez-moi de dire ceci : si les gens d'en face étaient des chevaux sur mon exploitation agricole, ils seraient tous sur le chemin de l'usine de colle.

Que fera un gouvernement libéral, sous la direction de Shawn Graham? Nous serons audacieux et décisifs et nous ne tolérerons pas la timidité gouvernementale. Nous donnerons un regain de vie et une nouvelle raison d'être à la meilleure fonction publique du Canada. Nous la dirigerons.

Nous ne serons pas motivés par l'idéologie ou des principes dogmatiques prônés par les Conservateurs fédéraux. Nous savons que les mères n'embrassent pas dans la nuit l'idéologie comme source d'espoir pour leurs enfants ; elles embrassent l'action. Nous offrirons à ces enfants une ambition électrisante pour leur vie dans la province, la plus formidable province du pays.

Un gouvernement libéral, sous la direction de Shawn Graham, se lancera dans une voie qui comporte des risques aussi bien que des possibilités. Nous brûlerons les vaisseaux. Nous ne reviendrons pas en arrière. Au cours des prochaines élections, le gouvernement conservateur actuel sera sans défense contre nos idées et notre esprit d'initiative.

Ce qui importe, en fin de compte, ce n'est ni le premier ministre actuel ni le gouvernement actuel. Ce qui importe, c'est le fait que nous faisons confiance aux gens du Nouveau-Brunswick, au mécanicien-monteur, à l'agriculteur et à la femme qui travaille derrière le comptoir chez Tim Horton. Pour les gens du Nouveau-Brunswick, il n'y absolument rien qui dépasse leurs capacités et ne soit à leur portée. À titre de gouvernement libéral, nous dirons à ces gens : attendez-vous à plus, non à moins ; obligez-nous à travailler et non à parler ; exigez de votre gouvernement qu'il soit ambitieux et impatient, et, avant tout, qu'il lutte.

Nous ici pour vous dire que nous, de ce côté-ci, formerons le gouvernement. Shawn Graham sera premier ministre. Nous attendrons les prochaines élections, mais, entre-temps, nous maintiendrons l'espoir vivant pour les personnes âgées qui craignent la ruine financière si elles doivent aller dans un foyer de soins. Nous garderons l'espoir vivant pour toutes les personnes du Nord qui craignent de devoir quitter leur domicile. Enfin, nous garderons vivant l'espoir qu'il reste peu de temps avant l'arrivée d'un nouveau gouvernement libéral.